



Le départ de François Rebsamen du gouvernement n'a rien d'un acte de courage politique. C'est la conclusion logique d'un bilan sans cap, sans résultats, et sans vision. Après neuf mois au ministère de l'Aménagement du territoire, il quitte un gouvernement qu'il a lui-même cautionné, sans avoir concrétisé la moindre réforme sérieuse. Et comme toujours, François Rebsamen retombe sur ses pieds : il reprend "pleinement" la présidence de Dijon Métropole, son fauteuil de sauvetage soigneusement gardé au chaud.

Des « réformes » fantômes

François Rebsamen évoque le statut de l'élu et la simplification de la gestion des collectivités. En réalité, rien n'a changé.

Les maires continuent d'être abandonnés face aux lourdeurs administratives, les communes croulent sous les normes et les doublons institutionnels, et la fameuse décentralisation qu'il prône reste un slogan vide.

Sous sa responsabilité, l'État a continué d'asphyxier les territoires, au lieu de leur rendre les moyens d'agir.

Depuis 2020, plus de 2 500 maires ont démissionné, un chiffre sans précédent, qui traduit le profond désespoir du monde local.

Le projet corse : une dérive autonomiste inacceptable

M. Rebsamen se félicite du projet de loi constitutionnelle sur la Corse. Ce texte n'est pas un simple aménagement administratif : **c'est un pas vers l'autonomie politique**, la possibilité pour la Corse de déroger aux lois nationales et de disposer d'un régime particulier.

C'est une faute républicaine.

La France n'a pas besoin de régimes d'exception ni de territoires à statut spécial : elle a besoin d'un État fort, équitable et uni.

La Corse fait partie intégrante de la République. Au même titre que la Nouvelle Calédonie. La défendre, ce n'est pas la détacher, c'est rétablir l'autorité, la sécurité et le développement économique sur son sol.

Le retour à Dijon Métropole : un refuge politique et financier

Alors qu'il quitte le gouvernement, M. Rebsamen ne renonce pas à ses privilèges locaux. Il retourne pleinement comme président de Dijon Métropole, un poste qu'il a conservé en doublon avec ses fonctions ministérielles.

Et ce retour s'effectue dans un contexte de polémiques sur ses notes de frais :

- 121 000 € de dépenses entre 2020 et 2024, dont 76 700 € en restauration et plus de 10 000 € en costumes de luxe, selon les documents révélés par Dijon Actualités et

Transparence Citoyenne ;

- Des dizaines de repas dans les mêmes établissements, parfois le week-end, sans justification précise ni mention des convives ;

- Plus de 14 000 € de trajets en taxi à Paris, sans lien clair avec ses fonctions locales. Ce n'est pas un "retour au service des Dijonnais" : c'est un repli dans une zone de confort, à l'abri du débat national, où il continue de vivre aux frais du contribuable.

Son précédent passage au gouvernement : un échec complet

Ce n'est pas la première fois que François Rebsamen quitte un ministère sur un constat d'impuissance.

En 2014, ministre du Travail sous François Hollande, il promettait d'"inverser la courbe du chômage".

Le résultat a été tout l'inverse : près de 200 000 chômeurs supplémentaires en France métropolitaine pendant son passage rue de Grenelle.

Une période marquée par l'inefficacité des politiques de l'emploi et par un chômage à un niveau historiquement élevé.

Là encore, les résultats parlent d'eux-mêmes.

Après avoir soutenu sans réserve la politique d'Emmanuel Macron, François Rebsamen tente aujourd'hui de se repeindre en "social-démocrate libre".

Mais les Français ne sont pas dupes : il ne quitte pas un système, il s'en éloigne pour mieux y revenir.

Toujours prompt à s'adapter, jamais prêt à changer.

Pour Dijon et la Côte-d'Or : retrouver du sens et de l'humain

Dijon mérite mieux que la routine politique et les arrangements d'appareil.

Je forme le vœu que la droite dijonnaise, ancrée et sincère, puisse enfin l'emporter, pour le bien de Dijon, de sa métropole et de toute la Côte-d'Or.

Mais cela suppose de rompre avec la politicaillerie et de s'ouvrir à la société civile.

Nous devons faire de l'humain, pas du carriérisme.

À Dijon comme ailleurs, il faut revenir à l'essentiel : les Dijonnaises et les Dijonnais.

Pas de parachutages, pas de technocrates, pas de figures usées par le pouvoir, pas de candidats qui ont déjà échoué localement ou nationalement.

Les habitants de Dijon attendent des femmes et des hommes qui connaissent leur ville, qui en partagent la vie, les réalités et les difficultés.

C'est cette nouvelle génération politique, enracinée et sincère, que nous devons faire émerger.

La position de Notre Nation

À Notre Nation, nous ne croyons ni aux retraites dorées de la politique, ni aux carrières sans responsabilité.

Nous défendons une vraie décentralisation, fondée sur la responsabilité et la proximité, sans jamais affaiblir l'unité nationale.

Nous voulons la transparence, la probité et la dignité dans la vie publique, à Dijon comme ailleurs.

Pendant que d'autres quittent le gouvernement pour se réfugier dans leurs fiefs, nous préparons à reconstruire la République sur des bases solides et justes.

Maxime Ferreira

Référent Notre Nation Côte d'Or - Vice-Président